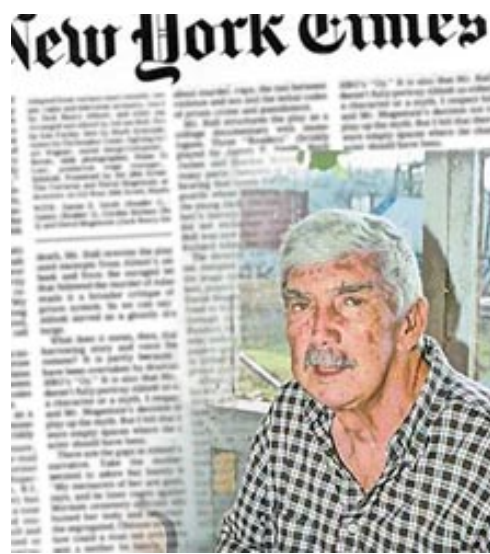


LES ÉTATS-UNIS, ÉTAT TERRORISTE

Les confessions de Luis Posada Carriles



L'Amérique latine se mobilise pour soutenir la demande d'extradition de Luis Posada Carriles, aujourd'hui réfugié à Miami et protégé par l'administration Bush. Le terroriste cubain est devenu le symbole des méthodes de domination états-uniennes dans l'hémisphère et du double langage de Washington : d'un côté déclarant la guerre globale au terrorisme et de l'autre commandant le terrorisme. D'autant qu'il y a sept ans, Posada Carriles, persuadé de son impunité, révélait toute la vérité au *New York Times*.

page 2

Du temps de cerveau arabe disponible

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'*International Herald*

Tribune réouvre le débat sur le rôle de la publicité dans la mise en œuvre des objectifs de la politique du « Grand Moyen-Orient ». Le journal donne la parole à deux techniciens, Maurice Lévy et John M. McNeel. Bien qu'ayant des conclusions différentes, le postulat de départ des deux auteurs est le même : il est possible de faire accepter n'importe quelle politique aux Arabes pourvu qu'on la leur vende bien.

page 8

REPÈRE : 13 JUIN 1971

Les Pentagon Papers

Daniel Ellsberg, un haut fonctionnaire états-unien révolté par la réalité de la guerre du Vietnam, décide de transmettre illégalement à la presse les documents dont il a connaissance. Le 13 juin 1971, le *New-York Times* quotidien de référence de la côte Est des États-Unis, commence la publication de ces *Pentagon Papers* : 7000 pages classées secret-défense. Ces révélations font l'effet d'une bombe. Loin du tableau dressé par la propagande officielle, elles révèlent une gestion politique désastreuse de la guerre et nombre d'atrocités. Le président Richard Nixon et son administration tentent en vain d'en interdire la publication au nom de la sécurité nationale.

Daniel Ellsberg payera chèrement son civisme, mais redonnera vigueur à la démocratie états-unienne, accélérant la prise de conscience de l'opinion publique et le désengagement du Vietnam. ■



LIBÉRATION FORTUITE DE DOUGLAS WOOD

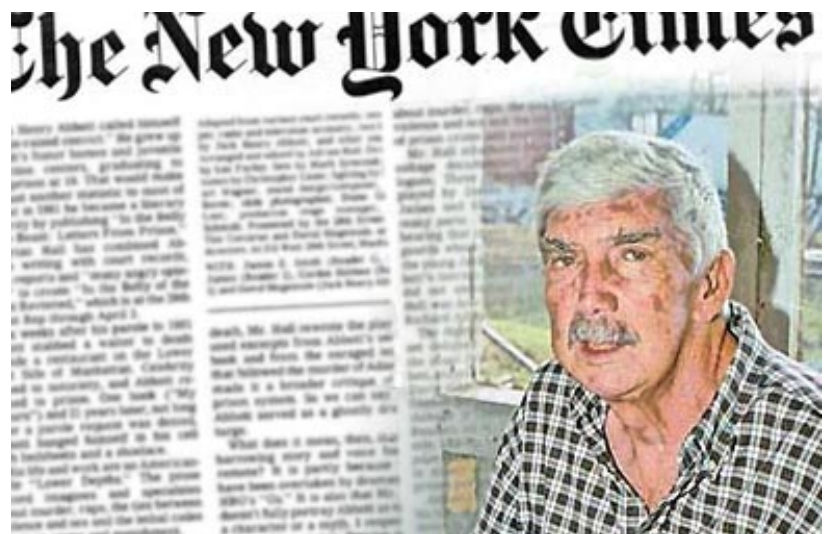
L'otage australien, Douglas Wood, a été libéré le 14 juin 2005 par les forces irakiennes dans une banlieue de Bagdad, à l'occasion d'un contrôle de routine selon la version officielle. Dans une déclaration rituelle, identique dans le fond à celles des autres gouvernements en pareille circonstance, les autorités australiennes ont assuré ne pas avoir versé de rançon, ni avoir cédé politiquement sur quelque point que ce soit.

Depuis la fin 2003, 203 étrangers ont été pris en otage en Irak, aussi bien pour des raisons crapuleuses que politiques. 33 ont été assassinés, parfois dans des circonstances sordides. 85 ont été relâchés. 3 se sont échappés. 2 ont été secourus. ■

Les États-unis, État terroriste

Les confessions de Luis Posada Carriles

L'Amérique latine se mobilise pour soutenir la demande d'extradition de Luis Posada Carriles, aujourd'hui réfugié à Miami et protégé par l'administration Bush. Le terroriste cubain est devenu le symbole des méthodes de domination états-uniennes dans l'hémisphère et du double langage de Washington : d'un côté déclarant la guerre globale au terrorisme et de l'autre commanditant le terrorisme. D'autant qu'il y a sept ans, Posada Carriles, persuadé de son impunité, révélait toute la vérité au *New York Times*.



Le *New York Times* a publié les 12 et 13 juillet 1998 de longs articles reposant sur des entretiens avec le terroriste d'origine cubaine Luis Posada Carriles, qui ont suscité une vive émotion aux États-unis et dans de nombreux pays.

Dans ses déclarations au journal états-unien, Posada Carriles reconnaît explicitement, avec un cynisme absolu, sa participation à des actions terroristes et le financement qu'il a reçu de la Fondation Nationale Cubano-Américaine. Il s'agit de sabotages, de projets d'attentats et d'autres actions similaires de guerre sale contre Cuba, avec notamment l'organisation du sabotage de l'avion de la Cubana à Barbade en 1976 qui a coûté la vie à 73 personnes innocentes, dont des adolescents de l'équipe d'escrime cubaine. Ces révélations expliquent

l'actuelle apathie des autorités états-uniennes devant les demandes d'extradition.

Dans le premier de ces articles, le journal précise :

Un exilé cubain, qui a mené à bien une campagne d'attentats et de tentatives de meurtre dirigées contre Fidel Castro, déclare que ses efforts ont été soutenus financièrement pendant plus d'une décennie par les leaders cubano-américains d'un des groupes de lobbying les plus influents des États-Unis.

Cet exilé, Luis Posada Carriles, a déclaré avoir organisé une vague d'attentats à la bombe dans des hôtels, restaurants et discothèques de Cuba qui ont provoqué le décès d'un touriste italien et la mise en alerte du gouvernement cubain. Monsieur Posada a été formé par la CIA aux techniques de la guerre de contre-insurrection dans les années 1960.

« Dans une série d'entretiens réalisés dans un complexe hautement protégé des Caraïbes, Posada a déclaré que la mise en place de bombes dans les hôtels ainsi que d'autres opérations avaient été approuvées par des responsables de la Fondation Nationale Cubano-Américaine. Son fondateur et leader, Jorge Mas Canosa, décédé récemment, a été reçu à la Maison Blanche par les Présidents Reagan, Bush et Clinton. »

La suite de l'article du *New York Times* :

« Bien que la Fondation, qui n'est pas soumise à l'impôt, aie déclaré tenter de renverser le gouvernement communiste de Cuba uniquement par des moyens pacifiques, Posada a indiqué que les chefs de la Fondation finançaient discrètement leurs opérations. Mas Canosa supervisait personnellement le flux d'argent et l'appui logistique », a-t-il déclaré.

« Jorge contrôlait tout », a poursuivi Posada. « Quand j'avais besoin d'argent, je disais : donne moi 5 000 dollars, donne moi 10 000, 15 000, et ils me les envoyaient. »

« Au cours de toutes ces années, Posada a calculé que Mas Canosa lui avait envoyé plus de 200 000 dollars. Ce dernier ne lui a jamais dit : Ceci provient de la Fondation », a rappelé Posada. Au contraire, il a rappelé avec un rictus sarcastique, que l'argent lui parvenait avec le message suivant : « Ceci est pour l'Église. »

Selon les auteurs des articles, *« pour la première fois, Posada a aussi décrit le rôle qu'il avait joué dans certains des plus importants épisodes de la Guerre Froide au cours desquels les exilés cubains ont été les protagonistes principaux. Il a été formé pour le débarquement de la baie des Cochons dans un camp au Guatemala, mais n'est pas parvenu à débarquer sur les plages cubaines (...). Ce sont des exilés cubains comme Posada qu'a recrutée la CIA pour les actions ultérieures visant à attenter contre la vie de Fidel Castro ».*

« Emprisonné pour une des attaques anti-cubaines les plus honteuses - la mise en place d'une bombe dans un avion civil de la Cubana de aviación en 1976-, il

s'échappa d'une prison vénézuélienne pour ensuite faire partie du premier cercle de la croisade anti-communiste de la Maison-Blanche dans « l'hémisphère occidental » entamée par Reagan : les activités clandestines du lieutenant colonel Oliver North pour fournir des armes aux contras nicaraguayens. »

Le *New York Times* poursuit :

« Une partie de ses déclarations sur son passé, peuvent être aisément vérifiées grâce à des documents du gouvernement récemment déclassifiés, ainsi que par divers entretiens avec d'ex-membres de la Fondation et fonctionnaires des États-Unis. »

Le journal met en avant une des affirmations de Posada Carriles relative au fait que *« les autorités américaines chargées de faire appliquer la loi ont fermé les yeux sur ses agissements pendant la plus grande partie de sa carrière, permettant ainsi qu'il demeure libre et en activité ».*

Le *New York Times* précise : *« La Fondation des exilés, créée en 1981, a voulu apparaître comme la voix responsable de la Communauté des exilés cubains, sa consacrant à l'affaiblissement du régime de Fidel Castro par la politique en excluant l'usage de la force. Grâce à cette position et aux millions de dollars en donations pour les campagnes, la Fondation est devenue une des organisations de lobbying les plus influentes à Washington et le principal architecte de la politique américaine vis-à-vis de Cuba ».*

« Toute preuve que la Fondation ou ses chefs distribuaient de l'argent aux républicains et aux démocrates tout en soutenant des sabotages et attentats à la bombe, pourrait affaiblir les affirmations de légalité que fait le groupe. »

Le journal indique ensuite : *« Les commentaires de Posada suggèrent que les campagnes publiques de la Fondation, accréditant l'idée qu'elle mène à bien une opposition strictement non-violente contre Castro entretiennent une fiction soigneusement élaborée (...) » .*

Dans ses entretiens et dans son autobiographie, intitulée *Les Chemins du guerrier*, Posada a dit qu'il avait reçu le soutien financier de Mas Canosa et de Feliciano Foyo, trésorier du groupe, ainsi que d'Alberto Hernández, successeur de Mas comme président.

Dans son autobiographie, Posada a déclaré que les chefs de la Fondation l'ont aidé à payer ses frais médicaux et sa subsistance ainsi que son transfert du Vénézuéla vers l'Amérique Centrale après son évasion de prison en 1985.

« Parfois, a dit Posada, l'argent était expédié depuis Miami par d'autres exilés, y compris Gaspar Jiménez, qui a été emprisonné au Mexique en relation avec le meurtre en 1976 d'un diplomate cubain dans ce pays. Jiménez est maintenant employé par la clinique que le docteur Hernández possède à Miami, selon des employés du bureau de cette même clinique. »

Les auteurs de l'article rappellent les points suivants :

Quand les bombes ont commencé à exploser dans les hôtels cubains, le Gouvernement de ce pays a assuré que les attaques avaient été organisées et financées par des exilés qui opéraient depuis Miami, affirmation qu'il a étayée avec l'enregistrement vidéo d'un agent qui a admis avoir effectué certaines de ces actions.

Il y a peu, des informations révélées par le *Miami Herald* et par la presse d'État cubaine ont pointé Posada comme étant impliqué dans l'opération. Toutefois, le *New York Times* affirme que les autorités états-uniennes n'avaient fait aucun effort pour l'interroger sur cette affaire. Il a en partie attribué leur inaction à sa vieille relation avec la CIA et avec les organismes chargés de faire appliquer la loi.

« Comme vous pouvez le constater, a t'il dit, le FBI et la CIA ne me tracassent pas, et je suis neutre avec eux. Quand je peux les aider, je le fais. »

Le journal indique que Posada a fait des déclarations contradictoires en ce qui concerne ses contacts avec les autorités états-uniennes. Il a d'abord parlé de ses liens solides avec les agences de renseignement des États-Unis et d'une amitié intime avec au moins deux fonctionnaires actifs du FBI, y compris un important fonctionnaire du bureau de Washington. *« Je connais une personne très importante là-bas »* a t'il déclaré.

Le journal indique que Posada a ensuite demandé à ce que ces commentaires soient omis de l'article et déclaré que cette relation de proximité datait de nombreuses années. *« Un fonctionnaire du Gouvernement des États-Unis a déclaré que la CIA n'a pas eu de relations avec Posada depuis des décennies »*, et le FBI a aussi nié ses assertions. *« Le FBI n'a pas, et n'a jamais eu une relation prolongée avec Posada »*

Des documents déclassifiés publiés à Washington par les Archives de la Sécurité Nationale créditent les insinuations de Posada comme quoi le FBI et la CIA ont eu une connaissance détaillée de ses opérations contre Cuba depuis le début des années soixante jusqu'à la moitié des années soixante-dix.

G. Robert Blakey, conseiller principal du Comité Spécial sur les Meurtres créé en 1978 par la Chambre des Représentants, a déclaré qu'elle avait passé en revue de nombreux dossiers secrets du FBI sur les Cubains anticastroistes à partir de 1978, et avait observé beaucoup d'exemples dans lesquels le Bureau avait fermé les yeux face à de possibles violations de la loi. Comme ce dernier l'a exprimé : *« Quand j'ai lu certaines de ces choses, et je suis un ancien procureur fédéral, j'ai pensé : Pourquoi personne n'est mis en accusation pour tout cela ? »*

« Pour ce qui est d'une question précise, Posada a été direct et n'a pas eu le moindre remords : il persiste encore à vouloir tuer Castro et pense que la violence est la meilleure méthode pour mettre fin au communisme à Cuba. »

À ce sujet le journal new-yorkais indique que *« Posada a admis avec fierté avoir été l'auteur des attentats à la bombe dans les hôtels l'année dernière »*, qu'il a qualifié d'*« actes de guerre »* destinés à priver Cuba du tourisme et des

investissements étrangers. Il a ajouté que les bombes étaient également destinées « à semer le doute à l'étranger sur la stabilité du régime, à faire croire à Cuba qu'il avait des agents infiltrés dans les forces armées et à stimuler l'opposition interne ».

Quant au décès du touriste italien, Posada l'a qualifiée d'« *accident fortuit* ». Il a dit : « *Cet italien était au mauvais endroit au mauvais moment.* » Et d'ajouter « *qu'il avait la conscience tranquille* ». Le quotidien cite ses paroles à la virgule près : « *Je dors comme un bébé.* »

Posada a décrit Raúl Ernesto Cruz León, le citoyen salvadorien arrêté par les autorités cubaines comme auteur de plusieurs de ces explosions, comme étant un « *mercenaire* », et a affirmé que Cruz León « *travaillait pour lui, ainsi qu'une bonne douzaine d'hommes également et qu'ils demeuraient en liberté* ».

Posada a déclaré au journal que « *les attentats contre les hôtels ont été organisés depuis El Salvador et au Guatemala. Les explosifs ont été obtenus grâce à leurs contacts dans ces pays, et des hommes à lui ont recruté à leur tour des coursiers comme Cruz León pour qu'ils amènent les explosifs à Cuba et les fassent exploser sur des objectifs soigneusement choisis.* »

Le *New York Times* rapporte également les faits suivants :

« *Posada a dit que Mas Canosa savait très bien qu'il était derrière les sabotages et les attentats réalisés dans les hôtels l'année dernière* ».

Posada a reconnu qu'il n'a pas moins de quatre passeports de plusieurs nationalités et avec différents noms. Il a aussi admis posséder un passeport états-unien, mais il n'a pas parlé de la manière par laquelle il l'avait obtenu, ni a révélé le nom figurant dans ce passeport, en disant seulement qu'il l'utilise occasionnellement pour se rendre aux États-Unis « *officieusement* ».

Dans un second article publié dans cette même édition du 12 juillet, le *New York Times* reprend les déclarations d'un homme d'affaires d'origine cubaine appelée Antonio Jorge Alvarez, résident au Guatemala, lequel a assuré avoir observé avec une préoccupation croissante comment deux de ses partenaires, agissaient en coordination avec un individu qui s'est avéré être Luis Posada Carriles, achetaient des explosifs et des détonateurs et se félicitaient chaque fois qu'une bombe explosait à Cuba. Il est même arrivé à entendre ces personnes parler du meurtre de Fidel Castro pendant la conférence du sommet latino-américain de l'île Marguerite.

Alvarez a rapporté au journal qu'alarmé, il est allé s'adresser aux fonctionnaires de sécurité guatémaltèques. En l'absence de réponse de leur part, il a écrit une lettre qui en fin de compte a atterri entre les mains de fonctionnaires du FBI des États-Unis. Entre ces mains la lettre a suscité ce qu'Alvarez a étonnamment qualifié « *de réponse indifférente* ».

À propos de cette affaire, indique le journal, Posada a exprimé être confiant sur le fait le FBI ne se penchait pas sur ses opérations au Guatemala, parce que « *la première personne avec laquelle ils voudraient parler, ce serait avec moi* ».

Dans l'article, il est fait référence au malaise d'Alvarez. « *Je crois que tous sont de mèche, Posada et le FBI (...)* J'ai risqué ma vie et mon affaire et ils n'ont rien fait. »

Finalement, dans un article publié le 13 juillet, le *New York Times* détaille la trajectoire anti-cubaine de Luis Posada Carriles : membre d'une seconde vague de débarquements pendant le débarquement de la Baie des Cochons qui n'a pas pu entrer en action, formation aux techniques de « démolition », propagande et intelligence dans une école d'instruction de la CIA à Fort Benning, participation aux plans et actions clandestines contre Cuba dans les années 60 et 70 organisées par la CIA depuis le territoire des États-Unis et d'autres pays de l'hémisphère, l'attentat contre l'avion cubain à Barbade, le travail en collaboration avec un autre agent notoire de la CIA d'origine cubaine, Félix Rodriguez, dans l'opération secrète d'approvisionnement des « contras » nicaraguayennes, l'organisation depuis le territoire d'Amérique centrale de nouvelles opérations anti-cubaines à la fin des années 80, parmi d'autres contributions à la guerre sale contre notre pays.

Le journal cite encore Posada

« *La CIA nous a enseigné bien des choses, les explosifs et leur usage, les meurtres, les bombes, les sabotages. Quand les cubains travaillaient pour la CIA, on les appelait les patriotes.* »

De nombreux médias aux États-Unis et dans d'autres pays se sont faits l'écho de ces articles du *New York Times* et ont commenté ces révélations. La Fondation Nationale Cubano-Américaine a nié les accusations, et Posada Carriles a tenté de se rétracter.

Toutefois, le *New York Times* soutient la véracité de ses articles. Comme l'a souligné un porte-parole du journal, les conversations enregistrées avec Posada existent et sont en leur possession.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Du temps de cerveau arabe disponible

Analyse

L'*International Herald Tribune* réouvre le débat sur le rôle de la publicité dans la mise en œuvre des objectifs de la politique du « Grand Moyen-Orient ». Le journal donne la parole à deux techniciens. Maurice Lévy, PDG du groupe Publicis, second groupe de médias au monde, milite en faveur de la campagne publicitaire qu'il a concoctée pour le Peres Center For Peace et le Palestinian Economic Forum, avec 80 professionnels de la région et le soutien de la Mairie de Paris « en faveur de la paix ». M. Lévy a présenté son initiative au Forum économique mondial de Jordanie, dont il est un des sept co-présidents, en présence de Madame Bush. Il affirme que cette campagne pourrait créer le socle populaire sur laquelle la paix de demain se construira. On peut s'étonner toutefois de l'engagement de Publicis sur cette question. En effet, n'est-ce pas le même groupe publicitaire qui est chargé par le gouvernement Sharon d'organiser les campagnes de communication en faveur du Mur d'annexion en Cisjordanie et par l'administration Bush de gérer l'image de l'U.S. Army ? En outre, le postulat est étrange. Il n'est pas difficile de vendre la paix aux populations israélienne et palestinienne, c'est sur les conditions de cette paix que les problèmes se posent. D'autant que les spots télévisés prévus tournent autour du slogan en anglais « *We hope someday you will join us* » (« Nous espérons un jour que vous nous rejoindrez »), comme s'il s'agissait en fait de convaincre les populations d'accepter la *Pax Americana*.

Le publicitaire John M. McNeel estime pour sa part que les campagnes de communication dans le monde arabe ne mènent à rien. Mieux vaut intégrer les élites arabes au système états-unien. L'auteur est membre de Business for Diplomatic Action, un groupe d'entreprises visant à améliorer l'image des États-Unis dans le monde afin de promouvoir les marques de ce pays et de soutenir les ventes. Constatant que les États-Unis sont vus comme une nation hypocrite,

il estime que des publicités supplémentaires n'apporteront rien. Se souvenant des principes de communication du « *two-step flow* » de Lazarsfeld, il affirme qu'il vaut mieux convaincre des élites arabes de soutenir Washington afin qu'ils puissent devenir les missionnaires de la bonne parole états-unienne auprès des masses.

Bien qu'ayant des conclusions différentes, le postulat de départ des deux auteurs est le même : il est possible de faire accepter n'importe quelle politique aux Arabes pourvu qu'on la leur vende bien.

Jusqu'ici, pour convaincre les populations arabes, l'administration Bush a adopté le champ lexical des révolutionnaires démocratiques. Ce faisant, elle n'est pas devenue plus populaire (comment aurait-elle pu l'être face à l'évidence de ses crimes ?) mais elle a contribué à discréditer ceux qui militaient sincèrement pour une démocratisation du monde arabe. Un collectif d'intellectuels arabes s'insurge dans *Al Ahrām* contre la déviation sémantique des mots « démocratie » et « résistance ». Aujourd'hui, le premier sert à justifier une politique impériale et le second à glorifier le maintien au pouvoir de potentats locaux. Ils affirment leur foi en un libéralisme réel, inspiré de l'expérience occidentale, mais refusant l'allégeance aux États-Unis, pays qui n'incarne plus le modèle dont ils se revendiquent.

Les Arabes ne sont pas les seuls à douter de la politique de démocratisation de Washington. Des partisans de l'administration Bush craint que cette rhétorique piège les États-Unis et les oblige à accepter des régimes hostiles. Dans le *Daily Star*, le chercheur de l'American Enterprise Institute, Michael Rubin, affirme que l'administration Bush doit arrêter toute aide aux mouvements islamistes dans le « Grand Moyen-Orient » et ne soutenir dans les élections que les partis qui lui sont favorables. En bon croyant du « choc des civilisations », il mélange allègrement dans son analyse des groupes musulmans anti-impérialistes et des mouvements islamistes ayant fait allégeance à Washington.

Dans le *Wall Street Journal*, le penseur néo-conservateur Francis Fukuyama conteste ces arguments en s'appuyant sur l'exemple de l'Asie du Sud-Est. Comme pour les Philippines, la Corée du Sud ou l'Indonésie, il faut que Washington comprenne que des démocraties formelles servent mieux ses intérêts que des régimes dictatoriaux qui peuvent être renversés par le mécontentement populaire. Certes, des gouvernements élus peuvent adopter des politiques contraires aux intérêts états-uniens, mais l'emprise sur la région est plus ferme depuis la démocratisation asiatique à la fin des années 80.

Réseau Voltaire

Maurice Lévy



Maurice Lévy est PDG du Groupe Publicis.

« Faire de la publicité pour une paix durable »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Advertising for a lasting peace », par Maurice Lévy, *International Herald Tribune*, 9 juin 2005.

Malgré les difficultés, israéliens et palestiniens ont trouvé un accord. Toutefois la paix n'est pas encore pour demain. Tout ce sur quoi les belligérants se sont accordés s'est sur la réalisation d'une campagne publicitaire en faveur de la paix. Cela ne semble pas important mais c'est une pierre de plus pour le pont qui relie les deux peuples. C'est une promesse pour l'avenir.

C'est pour renforcer ce rapprochement que mes amis du Peres Center for Peace et du Palestinian Economic Forum m'ont rencontré moi et d'autres dirigeants d'agences publicitaires afin de réfléchir à la façon la plus efficace de faire la promotion de la paix. Dans les années 60, c'est une campagne de publicité qui a sensibilisé les gens aux questions environnementales aux États-Unis. Pourquoi ne pas imaginer un accroissement similaire du soutien populaire à la paix par ce biais ? Il faut pour cela un message unique convenant aux deux peuples.

Concevoir cette campagne ne fut pas facile mais j'ai été fier de présenter cette campagne au Forum Economique mondiale en Jordanie. Aujourd'hui, nous essayons de rassembler des fonds pour diffuser ces messages.

Les efforts réalisés par des israéliens et des palestiniens en faveur de cette campagne m'ont redonné espoir. La publicité n'est pas un substitut aux efforts pour la paix mais elle doit permettre de mobiliser car sans soutien populaire nous n'arriverons à rien.

John M. McNeel

John M. McNeel est publicitaire et membre de Business for Diplomatic Action.

« Amérique, évite de faire marcher les Arabes »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « America, spare Arabs the spin », par John M. McNeel, *International Herald Tribune*, 9 juin 2005.

En tant que publicitaire ayant dirigé un réseau d'agence de publicité au Moyen-Orient pendant plusieurs années et qui continue de voyager régulièrement dans la région, je suis toujours frappé par la maladresse avec laquelle les États-Unis tentent de conquérir l'opinion arabe depuis le 11 septembre 2001. Récemment,

le rapport Charney, commandé par Le **Council on Foreign Relations**, a préconisé de faire une campagne publicitaire coûtant une dizaine de millions de dollars pour lutter contre l'antiaméricanisme dans le monde arabe. Ce n'est pourtant absolument pas ce dont cette région a besoin.

J'ai moi même pu observer le scepticisme qu'a provoqué la nomination de **Karen Hughes** comme responsable de la diplomatie publique. Il est temps de passer aux actes et d'en finir avec les discours. C'est toute la population arabe qui désormais considère que les États-Unis sont des hypocrites. Dans ces conditions, toute campagne publicitaire n'apparaîtra que comme un nouveau moyen de cacher la vérité. L'argent de cette campagne serait bien mieux utilisé pour constituer des programmes utiles à la société arabe. Des programmes universitaires d'échange d'étudiant seraient bien plus intéressants pour une région dont 65% de la population à moins de 25 ans. Comme l'a dit **Keith Reinhard**, président de **Business for Diplomatic Action**, les échanges universitaires sont un moyen de casser les filières de recrutement de Ben Laden. Le monde des affaires américains continue de fasciner les jeunes Arabes, aussi il peut jouer un rôle crucial. Il peut apporter des ressources et son pragmatisme.

un collectif d'intellectuels arabes

Ibrahim Al-Haydary ;
Ibrahim Gharyba ; Osama
El-Ghazali Harb ; El-
Sayed Yassin ; El-Moeti
Qabal ; Bashir Al-Bakr ;
Torki Al- Hamad ; Gamal
Nazal ; Hazem El-Biblawi ;
Hazem Saghiya ; Hydar
Ibrahim ; Dalal Al-Bizri ;
Sami Zoubaida ; Samir Al-
Youssef ; Sadiq Galal Al-
Azm ; Salah Issa ; Taha
Abdel-Alim ; Abdel-Nour
Ben Antar ; Fawzia Al-
Bakr ; Abbas Shibliq ;
Mohamed Al-Hadad ;
Mona Makram Ebeid ;
Nabil Abdel-Fattah ;
Yassin Al-Haj Saleh ;
Wahid Abdel-Meguid ;
Nasr Hamed Abu Zeid.

« Le libéralisme que nous soutenons »

Source : Al-Ahram (Égypte)

Référence : « The liberalism we espouse », par un collectif d'intellectuels arabes, *Al-Ahram*, 9 juin 2005.

Les défis auxquels nos nations font face obligent les intellectuels de toutes professions à adopter des positions raisonnables sur toute une série de questions pressantes. Nous, arabes libéraux, lançons un appel urgent contre la simplification à outrance des questions touchant la région. Nous voulons que cessent les grandes invocations de grands mots comme « démocratie » ou « résistance » qui n'ont conduit jusqu'ici qu'à la fragmentation et à la perpétuation de la défaite.

Le libéralisme que nous adoptons exprime notre allégeance aux valeurs modernes et éclairées. Cela ne doit pas être vu comme une forme d'allégeance aux États-Unis. Il est vrai que nous tirons notre inspiration de l'expérience occidentale. Toutefois, nous n'oublions pas le travail de cheikh Mohammed Abdu et ses disciples. Nous n'oublions pas non plus que des gouvernements occidentaux ont tourné le dos à ces valeurs au nom de profit matériel. Il faut faire la distinction entre les idées et leur berceau. Contrairement aux néo-conservateurs, nous pensons que la démocratie est l'aboutissement d'un processus pas un point de départ. Nous nous réjouissons de la chute de dictateurs mais l'intervention étrangère n'est pas le bon moyen.

Quoi qu'on pense du régime syrien, on ne peut souhaiter que Damas subisse le sort de Bagdad. Nous pensons que l'occident doit également retrouver ses valeurs, respecter la loi et tourner le dos au fondamentalisme.

Nous condamnons l'apologie des martyrs comme nous condamnons les violations des droits des Palestiniens par Israël. Nous dénonçons les

condamnations de la globalisation alors que notre région a besoin d'investissements mais nous condamnons également le silence autour du sort des plus pauvres. Les pays arabes doivent se pencher sur de nouvelles idées.

Michael Rubin



Michael Rubin est chercheur à l'American Enterprise Institute, au Washington Institute for Near East Policy et expert du Cabinet de relations publiques Benador Associates. Il a été conseiller de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et conseiller de Donald Rumsfeld sur l'Irak et l'Iran au Pentagone.

« Pour les islamistes, un homme un vote, un moment, signifie la démocratie »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « To Islamists, one man, one vote, one time, means dictatorship », par Michael Rubin, *Daily Star*, 7 juin 2005.

George W. Bush a placé la démocratie au centre de sa politique moyen orientale et cette politique provoque l'opposition aussi bien d'adversaires comme **Bachar El Assad** que de dictateurs pro états-unien comme Hosni Moubarak. Bush peut crier victoires pour les élections en Irak et en Palestine mais un vote ne fait pas une élection.

Les États-Unis se sont montrés sceptiques, à juste titre, sur les avancées démocratiques en Égypte, en Tunisie ou concernant les élections municipales en Arabie saoudite. Malheureusement, il n'ont pas fait part du même scepticisme face aux mouvements islamistes participant à ces élections alors que le seul intérêt que les islamistes trouvent à la démocratie est la domination de la majorité sur la minorité et la possibilité d'arriver au pouvoir. Une fois au pouvoir, ils rêvent d'installer des théocraties et de supprimer le droit de vote. Aujourd'hui, l'administration Bush se montre assez bienveillante avec le Hezbollah, avec le **Hamas** ou avec les Frères musulmans. **Condoleezza Rice** a également invité les membres du conseil suprême de la révolution islamique d'Irak à la Maison-Blanche. Beaucoup ont d'ailleurs interprété la nomination de **Laith Kubba** de la **National Endowment for Democracy** comme porte-parole de **Ibrahim Al-Jaafari** comme un soutien à son programme islamiste. Si on veut obtenir de vraies démocraties, il faut soutenir des partis démocratiques, pas des partis qui veulent utiliser la démocratie.

Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. IL est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

« Les valeurs démocratiques de l'Asie »

Source : Wall Street Journal (États-Unis)

Référence : « Asia's Democratic Values », par Francis Fukuyama, *Wall Street Journal*, 29 mai 2005.

Alors que Suharto est sur son lit de mort et que son successeur à la tête de l'Indonésie est en visite à Washington, il est intéressant d'observer les transformations en extrême orient depuis 1967. Cette année là, les États-Unis se battaient au Vietnam, la Chine pratiquait sa révolution culturelle, Suharto arrivait au pouvoir en luttant contre les guérillas communistes et la seule démocratie de la région était le Japon. Aujourd'hui, la région est largement démocratisée et est en forte croissance économique. Cette révolution démocratique a eu lieu grâce au changement de politiques des États-Unis orchestrée par **Ronald Reagan**.

Cela commença par la révolution populaire aux Philippines après l'assassinat de Benigno Aquino. **Paul Wolfowitz** et **George P. Shultz** convainquirent alors Reagan de cesser de soutenir Marcos. Les deux années suivantes, les États-Unis exigèrent des réformes en Corée du Sud et à Taïwan. Cette histoire montre que la **promotion de la démocratie** n'est pas une nouvelle politique. La démocratie en Asie fut compliquée à mettre en place et chaotique. Les crises de croissances furent délicates à négocier. Les États-Unis ne furent pas à l'aise face à ces crises, d'autant plus que certains gouvernements élus eurent des politiques nuisant à nos intérêts. Toutefois, l'exemple indonésien permet de démontrer que la démocratie n'est pas contraire aux valeurs asiatiques et à l'Islam comme certains le prétendent. Et n'oublions pas non plus qu'aujourd'hui l'Asie est bien plus accueillante pour nous qu'elle ne l'était quand Suharto est arrivé au pouvoir.